

présente





Zoom sur l'entrepreneuriat

20 novembre 2025







#1 - FLORE EGNELL

Déléguée générale de WILLA

L'entrepreneuriat constitue un levier essentiel – mais encore trop peu investi – pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Pour mieux comprendre les enjeux et les obstacles persistants, nous avons échangé avec Flore Egnell, déléguée générale de WILLA, incubateur qui œuvre pour plus d'égalité économique et professionnelle entre les femmes et les hommes en impulsant la culture entrepreneuriale.

En 2017, Flore Egnell rejoint WILLA (anciennement Paris Pionnières) comme responsable de programme, avant d'en prendre la direction en 2020. WILLA agit sur trois axes : l'incubation de start-up fondées ou cofondées par des femmes, le développement du leadership et de la confiance en soi et le plaidoyer, avec des études, recommandations et campagnes de sensibilisation.

Voici quelques extraits de la conversation.

Quel a été votre parcours?

Flore Egnell: J'ai une formation d'ingénieure agronome, spécialisée en agroalimentaire. J'ai d'abord travaillé dans l'industrie agroalimentaire en tant que responsable en recherche et développement. Ensuite, j'ai lancé une marque d'accessoires de mode fabriqués au crochet, avec une dimension sociale : les pièces étaient réalisées par des personnes âgées puis assemblées dans un atelier parisien. C'est ce projet qui m'a plongée pour la première fois dans le bain de l'entrepreneuriat.

En 2017, j'ai rejoint WILLA – anciennement Paris Pionnières – comme responsable de programme. À l'époque, nous n'étions que trois salariés, essentiellement basés à Paris. En 2020, j'ai pris la direction de l'association, qui compte aujourd'hui une dizaine de personnes à temps plein. WILLA œuvre depuis plus de vingt ans pour plus d'égalité économique et professionnelle entre les femmes et les hommes, à travers l'entrepreneuriat.



Quelle est la mission de WILLA?

FE: Nous avons trois grands champs d'action.

Le premier est notre **activité d'incubation** : nous accompagnons chaque année environ 150 start-ups fondées ou cofondées par au moins une femme, en France et à l'international et dans tous les secteurs de l'innovation.

Le deuxième est le **leadership et l'empowerment** : nous formons près de 500 femmes par an en France à prendre confiance en elles, à affirmer leur posture et à passer de l'idée à l'action et ce quel que soit leur parcours.

Nous travaillons à l'échelle nationale, et parfois même internationale, grâce au distanciel. Plus de la moitié des femmes que nous accompagnons résident en Île-de-France, reflet de la concentration majoritaire des start-ups françaises dans cette région. D'autres métropoles sont également bien représentées, comme Lyon, Marseille, Bordeaux et Lille. Malgré ses inconvénients, le distanciel facilite l'accompagnement de femmes aux profils divers. Il est idéal pour des profils introvertis, pour des femmes habitant en zones rurales ou dans une ville qui n'a pas de structure d'accompagnement, ou encore pour des femmes qui doivent s'occuper d'enfants en bas âge et peuvent difficilement se déplacer.

Enfin, le troisième pilier est **le plaidoyer**. Nous menons des études, formulons des recommandations, organisons des campagnes de sensibilisation et des ateliers, touchant ainsi plus de 15 000 personnes chaque année. Au fond, notre objectif est de déconstruire les biais d'une société encore largement patriarcale.

Les principaux enseignements des études de WILLA

<u>Le "gender gap" dans l'entrepreneuriat,</u> 2024. En partenariat avec France Digitale et Roland Berger.

L'étude a dressé un véritable portrait type des entrepreneurs et entrepreneuses de l'innovation :

- Les femmes se lancent souvent plus tard, après une dizaine d'années d'expérience pour 44 % d'entre elles contre environ 20 % pour les hommes.
- 28 % des femmes entreprennent après un licenciement contre 11 % des hommes.
- 56 % des femmes qui entreprennent se lancent dans un secteur à impact.
- Seules 17 % des femmes ont recours aux levées de fonds, contre 40 % des hommes.
- Côté financement, les inégalités salariales réduisent la capacité des femmes à investir dans leurs projets et à accéder à des financements, notamment des prêts, accentuant ainsi l'écart.

<u>L'entrepreneuriat au bord du burn out</u>, 2024. En partenariat avec Harmonie mutuelle et CSA Research.



Un tiers des entrepreneurs interrogés ont déjà vécu un burn-out : 42 % chez les femmes contre 28 % chez les hommes. Cette différence mérite toutefois d'être nuancée, les femmes l'admettant plus facilement.

Comment accompagnez-vous concrètement les entrepreneuses chez WILLA? Les études que vous avez menées ont-elles modifié votre approche?

FE: Notre approche est à 360°, sans spécialisation sur un secteur particulier. Nous proposons des ateliers collectifs, du co-développement, du coaching individuel, un accès à une plateforme de contenus et favorisons la mise en réseau. L'idée est d'accompagner les femmes sur leur posture de cheffe d'entreprise.

Les études menées n'ont pas directement influencé nos programmes, mais elles ont confirmé certaines évolutions. Nos offres évoluent constamment en co-construction, grâce aux retours des équipes accompagnées. La crise COVID-19 et la multiplication des structures d'accompagnement nous ont incitées à adapter sans cesse notre offre pour répondre au mieux aux besoins des entrepreneuses.

Par exemple, nous avons fait il y a quelques années le constat que les profils des femmes accompagnées étaient similaires : de catégories socio-professionnelles favorisées, venant plutôt de grands pôles urbains. Nous souhaitions attirer des femmes aux parcours plus diversifiés et adapter les programmes à leurs besoins. Après une rencontre avec les missions locales de Paris, nous avons lancé une première édition test du programme "WILLA Boost" pour accompagner les jeunes femmes de ces missions. Ce programme s'adresse à des femmes issues de milieux plus précaires : jeunes, éloignées de l'emploi, parfois victimes de violences. Nous avons ensuite noué des partenariats avec d'autres associations et fondations spécialisées dans ces publics cibles pour offrir un programme 100 % gratuit et adapté. L'objectif n'est pas forcément la création d'entreprise, mais la réinsertion professionnelle, en utilisant l'entrepreneuriat comme levier.

Quelle vision long-terme portez-vous sur les équipes accompagnées par WILLA et leur évolution ?

FE: Nous gardons le lien via un réseau alumni. **C'est l'une des forces de WILLA: l'écosystème reste proche et actif.** Nous les recroisons régulièrement lors d'événements entrepreneuriaux, nous les sollicitons sur nos études ou nos comités de sélection. Cela nous permet de suivre leur évolution et de maintenir une relation vivante.

Nous suivons également certains indicateurs afin de mesurer l'impact et l'efficacité de nos programmes : création d'entreprises, nombre d'emplois générés, etc.

Sur nos programmes de 6 à 12 mois, nous observons un taux de survie des entreprises de 80 à 85 % à trois ans, et de 70 à 75 % à cinq ans – des chiffres qui varient un peu selon les années. Cela ne signifie pas forcément que toutes lèvent des fonds, mais qu'elles existent toujours, souvent en devenant des PME bien établies.



Quelques start-ups accompagnées par WILLA

• Guidly – fondée par Kenza Yahiaoui

Un guide touristique virtuel personnalisable qui s'appuie sur l'IA pour proposer une médiation culturelle accessible et immersive.

Accompagnée via le programme WILLA START (6 mois pour accélérer et valider le meilleur concept).

• MyFenix – cofondée par Erell Tassin et Caio Zeidler

Une application qui aide les femmes à apprendre à investir et à financer leurs projets grâce à des outils pédagogiques et à une communauté dédiée.

Accompagnée via le programme WILLA SCALE (6 mois pour conquérir le marché cible et rendre le projet scalable).

• **EvidenceB** – cofondée par Catherine de Vulpillières, Thierry de Vulpillières et Philippe Mero

Une EdTech qui propose des modules d'apprentissage personnalisés pour les enseignants, conçus à partir des dernières recherches en sciences cognitives et en intelligence artificielle, afin de mieux accompagner chaque élève quel que soit son niveau.

Accompagnée via le programme WILLA SCALE (6 mois).

Comment se traduisent vos actions de plaidoyer?

FE: C'est un travail de fourmi et de longue haleine. Nous rencontrons régulièrement des députés, des ministres, ou tout autre représentant institutionnel comme France Travail ou les Chambres de Commerce et d'Industrie pour faire remonter les réalités du terrain et partager nos recommandations.

Nous organisons aussi des conférences et des tables rondes pour sensibiliser les acteurs économiques. Les entreprises ont un rôle crucial à jouer pour combattre les inégalités.

À terme, nous souhaitons développer davantage de campagnes grand public : les chiffres du Haut Conseil à l'égalité montrent à quel point le sexisme reste ancré et il est important de toucher aussi la société civile et pas simplement l'écosystème entrepreneurial innovant.

Depuis que vous avez rejoint WILLA, comment avez-vous vu évoluer l'écosystème des start-ups ?

FE : Il y a vingt ans, à peine 5 % des start-up innovantes étaient dirigées par des femmes. Depuis, l'écosystème s'est structuré, avec davantage de fonds, de business angels et de structures d'accompagnement.



De plus, l'entrepreneuriat a lui aussi été particulièrement valorisé dans les politiques publiques depuis 2017, malgré des reculs récents et des coupes budgétaires.

Les progrès sont donc là, même s'ils restent lents. **Toute forme d'entrepreneuriat confondue,** on peine encore à dépasser les 40 % d'entrepreneuses. Dans la tech et l'innovation, on atteint environ 15 % aujourd'hui.

Vous évoquez des coupes récentes dans les aides publiques. Qu'est-ce qui a été touché?

FE: Beaucoup de dispositifs, notamment les mécanismes d'aide pour les start-ups et scaleups. Par exemple, les plafonds pour bénéficier du statut de jeune entreprise innovante et des exonérations fiscales liées ont été relevés. De même, les subventions d'amorçage et d'innovation ont diminué, à la fois en termes d'enveloppe, mais aussi avec un durcissement des critères d'obtention. Ces changements de critères désavantagent les femmes, car ils requièrent souvent des compétences techniques déjà internalisées. Or, les femmes restent encore trop peu nombreuses dans les filières numériques et technologiques.

En parallèle, les subventions aux structures d'accompagnement, comme la nôtre, ont également été réduites, ce qui fragilise toute la chaîne de soutien à la création d'entreprise. Avec la diminution des financements publics, les associations doivent aller chercher d'autres sources de financement – ce que la crise économique rend difficile. Si les structures d'accompagnement sont fragilisées, elles ne pourront ni accompagner autant de personnes, ni participer à la diversification des profils d'entrepreneurs.

Comment s'expliquent les inégalités de financement entre entrepreneuses et entrepreneurs ?

FE: Une dissertation ne suffirait pas!

D'abord, il y a un frein interne. Beaucoup de femmes se sentent moins légitimes pour lever des fonds ou développer des projets dans la tech, et encore plus dans l'intelligence artificielle ou la fintech où les femmes sont particulièrement rares. WILLA a là un rôle à jouer pour accompagner les femmes et leur montrer qu'elles peuvent réussir leur levée de fonds.

Ensuite, il y a les biais externes : les investisseurs, majoritairement des hommes, financent plus volontiers des secteurs qui leur parlent et les entrepreneuses s'investissent souvent dans des secteurs dits « féminins », liés à la petite enfance, au bien-être, etc., qui sont de facto moins financés. Une femme qui défend un projet sur l'endométriose, par exemple, aura du mal à convaincre un panel d'hommes de 50 ans – une vision clichée qui reste malheureusement régulière. Les femmes sont aussi perçues inconsciemment comme ayant moins d'ambition, ce qui les pénalise face aux investisseurs.

Est-ce que des initiatives émergent pour limiter les inégalités dans la levée de fonds?

FE: Les fonds à impact se sont multipliés ces dernières années. Les femmes étant plus nombreuses à lancer des projets à impact, cela leur bénéficie indirectement.



Concernant une évolution des critères de financement et d'investissement, l'envie est là mais sans réellement se concrétiser.

Certaines initiatives ont vu le jour, comme la charte SISTA pour favoriser la mixité dans le numérique signée par certains fonds. Mais elles restent rares. Aucun fonds n'a instauré un quota de financement pour des projets avec des équipes mixtes ou féminines. Le seul format existant est le fonds spécifiquement dédié aux projets portés par au moins une femme, comme le fonds SISTA ou des clubs de business angels féminins (Olympe Capital, Women Equity...).

Et du côté des subventions publiques?

FE : Aucune aide publique n'est spécifiquement dédiée à l'entrepreneuriat féminin, ce qui figure parmi nos recommandations. Des initiatives concernant le financement bancaire, l'investissement ou les structures d'accompagnement pourraient également jouer un rôle important.

La bourse French Tech Tremplin opérée par la BPI montre que cela est possible : les critères de cette subvention à destination des équipes fondatrices aux profils moins favorisés ont été revus pour qu'il y ait moins de fonds propres à apporter. On pourrait imaginer une subvention similaire dédiée à des équipes où il y a au moins une femme fondatrice. Aujourd'hui, il n'y a que des petites aides, comme pour la garde des enfants, qui n'ont pas d'impact réel sur la capacité des femmes à développer leur entreprise.

Plus généralement, quelles recommandations portez-vous en matière de politiques publiques ?

FE: Au-delà de ce soutien financier dédié, notre principale recommandation est de travailler sur les inégalités au sens large, bien avant la création d'entreprise. Le congé parental notamment, aujourd'hui plus long pour les femmes, crée de facto une inégalité lors du recrutement et participe à l'inégalité de salaire. Les politiques en sont bien conscients, mais ce sujet cristallise les tensions.

L'index de l'égalité professionnelle est un autre outil qui pourrait être amélioré. Aujourd'hui limité à cinq catégories de critères, il gagnerait à être révisé pour offrir une vision plus complète de la réalité du terrain. Par ailleurs, envisager des sanctions plus strictes en cas d'absence d'actions concrètes visant à améliorer l'index nous paraît essentiel.

L'éducation constitue un enjeu fondamental : elle nous construit. Pourtant, elle ne transmet ni les valeurs ni les compétences entrepreneuriales, ni même la conviction que les jeunes filles peuvent évoluer dans des secteurs encore très masculins. On le voit bien : il existe un véritable problème d'orientation des jeunes filles vers les filières du numérique, et plus encore vers l'intelligence artificielle. L'IA n'est pas un enjeu futur, mais bien actuel, menaçant déjà de nombreux métiers très féminisés. L'éducation a déjà de nombreux chantiers à mener ; il est donc crucial d'agir sur tous les fronts et à toutes les échelles, sans attendre une réforme miracle capable de tout résoudre.



Travaillez-vous sur cet enjeu d'éducation chez WILLA?

FE: Nous avons fait intervenir certaines femmes de notre communauté dans les établissements scolaires, en partenariat avec 100 000 Entrepreneurs. Aujourd'hui, nous travaillons avec certaines écoles du supérieur à travers des ateliers ou des animations sur la confiance en soi et sur le passage à l'action pour celles et ceux qui hésitent à se lancer. Nous faisons témoigner des entrepreneuses afin d'inspirer les étudiantes et de leur montrer que c'est une voie de carrière accessible. À cet âge, l'aventure entrepreneuriale est plus facile à envisager, les étudiantes ayant moins d'attaches. Par ailleurs, de plus en plus d'écoles ont créé leur propre incubateur, offrant un cadre favorable pour accompagner les jeunes. Nous avons également un partenariat avec les Pépites, qui soutiennent les étudiants et étudiantes entrepreneurs.

Y a-t-il un projet ou une rencontre qui vous a particulièrement marquée?

FE: Difficile d'en choisir un! Ce qui me motive, c'est la diversité des parcours et les retours de nos partenaires et des femmes que nous accompagnons. Certaines réussissent à lever 500 000 €, d'autres renoncent à créer leur entreprise, mais retrouvent un emploi épanouissant... ou encore découvrent que leur projet n'est pas viable. Parfois, les aider à "se crasher" plus vite, c'est aussi une réussite car cela évite de perdre de l'énergie et de l'argent inutilement. L'essentiel reste l'impact humain.



Paris-Île de France Capitale Économique (PCE) est le lab' de l'attractivité du Grand Paris.

Créé en 1991 par la CCI Paris Île-de-France avec une trentaine de Grand Paris Makers® (grandes entreprises françaises) et soutenu par la Métropole du Grand Paris, PCE analyse les tendances et facteurs qui façonnent les métropoles attractives d'aujourd'hui et de demain. PCE identifie les enjeux et propose des solutions concrètes pour que le Grand Paris et ses acteurs anticipent les grandes transitions et affirment leurs rôles de leaders sur la scène internationale.

Son ambition est de **faire du Grand Paris le pionnier et le leader des transitions** en portant les propositions des acteurs économiques et des territoires au plus haut niveau.

PCE assure 3 missions centrales:

- veille prospective, benchmarking international sur les facteurs d'attractivité des villes globales ;
- organisation de groupes de travail portés par des acteurs économiques pour dégager des pistes d'action et mettre en œuvre des chantiers d'expérimentation dans le Grand Paris ;
- mise en valeur des savoir-faire de nos Grand Paris Makers® en organisant des conférences et des séminaires, en accueillant des délégations internationales et en organisant des *learning expeditions*.



Éditeur

Paris-Île de France Capitale Économique 2 place de la Bourse - 75002 Paris contact@pce-idf.org

Directrice de la publication

Chloë Voisin-Bormuth

Rédactrice

Juliette Podglajen

Communication

Louise Limare

